

Strasbourg, 13/08/02

CAHDI (2002) 9

**COMITE DES CONSEILLERS JURIDIQUES SUR
LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC
(CAHDI)**

**24e réunion
Bratislava, 9-10 septembre 2002**

DEMANDE D'AVIS DU CAHDI

**RENONCIATION PARTIELLE A UN TRAITÉ: DEMANDE FORMULÉE PAR LE COMITÉ
EUROPEEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE (CDCJ) SUR PROPOSITION DU COMITÉ
D'EXPERTS SUR LA NATIONALITÉ (CJ-NA)**

Document du Secrétariat
préparé par la Direction Générale des Affaires Juridiques

Avant-propos

A sa 23^e réunion (Strasbourg, 3-4 mars 2002), le CAHDI a été informé que lors de la 76^e réunion (Strasbourg, 4 – 7 décembre 2001), suite à une proposition du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA), le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) a demandé l'avis du CAHDI sur la possibilité d'une renonciation partielle à la Convention de 1963 sur la Réduction des cas de nationalités multiples et les obligations militaires dans le cas de nationalité multiple (STE 43) (ci-après *la Convention*, reproduite en Annexe I).

Le CAHDI a été invité à donner son avis en particulier sur la question de savoir:

- 1) si une dénonciation partielle de la Convention (seulement du Chapitre I) serait admissible et
- 2) au cas où, selon l'avis du CAHDI, une dénonciation partielle serait possible, le CJ-NA pourrait considérer l'avis du CAHDI comme un élément suffisant pour permettre aux Etats de procéder de cette manière.

Le CAHDI a eu un premier échange de vues sur la question lors de sa 23^e réunion et a chargé le Secrétariat de préparer un projet d'avis sur la base des positions exprimées et en vue de son adoption éventuelle à la 24^e réunion. Le projet d'avis figure à l'annexe II.

Il est rappelé que selon l'article 7 de la Convention:

Chaque partie contractante appliquera les dispositions des Chapitre I et II. Il est malgré tout entendu qu'un Etat pourra déclarer, lors de sa ratification, acceptation ou adhésion, qu'il n'appliquera que les dispositions du Chapitre II. En ce cas, les dispositions du Chapitre I ne seront pas applicables à la Partie en cause.

Cet Etat pourra, à tout autre moment, notifier au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qu'il entend appliquer également les dispositions du Chapitre I.

Par ailleurs, chaque partie contractante pourra « ... dénoncer la Convention au moyen d'une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe » et « cette dénonciation sera effective un an après la réception par le Secrétaire Général de la notification elle-même. » (Article 12)

Un certain nombre d'Etats ont récemment informé le CJ-NA de leur intention de ne plus être liés par le Chapitre I de la Convention, étant donné que leur législation interne ne sera plus être en ligne avec ces dispositions. Néanmoins ces Etats ont exprimé leur souhait de continuer à être liés par le Chapitre de la Convention sur les obligations militaires en cas de nationalité multiple.

Action requise

Le CAHDI est invité à examiner et approuver le projet d'avis et à le transmettre au CJ-NA.

Annexe I**CONVENTION SUR LA RÉDUCTION DES CAS DE PLURALITÉ DE NATIONALITÉS ET
SUR LES OBLIGATIONS MILITAIRES EN CAS DE PLURALITÉ DE NATIONALITÉS
Strasbourg, 6.V.1963**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Considérant que le cumul de nationalités est une source de difficultés et qu'une action commune en vue de réduire autant que possible, dans les relations entre Etats membres, les cas de pluralité de nationalités, répond au but poursuivi par le Conseil de l'Europe;

Considérant qu'il est souhaitable qu'un individu qui possède la nationalité de deux ou plusieurs Parties contractantes n'ait à remplir ses obligations militaires qu'à l'égard d'une seule de ces Parties,

Sont convenus de ce qui suit :

Chapitre I – De la réduction des cas de pluralité de nationalités**Article 1**

- 1 Les ressortissants majeurs des Parties contractantes qui acquièrent à la suite d'une manifestation expresse de volonté, par naturalisation, option ou réintégration, la nationalité d'une autre Partie, perdent leur nationalité antérieure; ils ne peuvent être autorisés à la conserver.
- 2 Les ressortissants mineurs des Parties contractantes qui acquièrent dans les mêmes conditions la nationalité d'une autre Partie, perdent également leur nationalité antérieure si, leur loi nationale prévoyant la possibilité pour les mineurs de perdre en pareil cas leur nationalité, ils ont été dûment habilités ou représentés; ils ne peuvent être autorisés à conserver leur nationalité antérieure.
- 3 Perdent également leur nationalité antérieure les enfants mineurs, à l'exclusion de ceux qui sont ou ont été mariés, qui acquièrent de plein droit la nationalité d'une autre Partie contractante au moment et par le fait de la naturalisation, de l'option ou de la réintégration de leurs père et mère. Lorsque seul le père ou la mère perd sa nationalité antérieure, la loi de celle des Parties contractantes dont le mineur possédait la nationalité déterminera celui de ses parents dont il suit la condition; dans ce dernier cas, elle pourra subordonner la perte de sa nationalité au consentement préalable de l'autre parent ou du représentant légal à l'acquisition de la nouvelle nationalité.

Toutefois et sans préjudice des dispositions de la législation de chacune des Parties contractantes relativement au recouvrement de sa nationalité, la Partie dont les mineurs visés à l'alinéa précédent possédaient la nationalité aura la faculté de fixer des conditions particulières leur permettant, après leur majorité, de recouvrer cette nationalité à la suite d'une manifestation expresse de volonté.

- 4 Pour la perte de la nationalité prévue au présent article, la majorité et la minorité ainsi que les conditions d'habilitation et de représentation sont déterminées par la loi de la Partie contractante dont l'individu possède la nationalité.

Article 2

- 1 Tout individu possédant la nationalité de deux ou plusieurs Parties contractantes pourra renoncer à l'une ou aux autres nationalités qu'il possède, avec l'autorisation de la Partie contractante à la nationalité de laquelle il entend renoncer.
- 2 Cette autorisation ne sera pas refusée par la Partie contractante dont le ressortissant majeur possède de plein droit la nationalité s'il a, depuis au moins dix ans, sa résidence habituelle hors du territoire de cette Partie et à la condition qu'il ait sa résidence habituelle sur le territoire de la Partie dont il entend conserver la nationalité.

L'autorisation ne sera pas refusée par la Partie contractante dont le ressortissant mineur remplit les conditions prévues à l'alinéa précédent, si sa loi nationale lui permet de perdre sa nationalité sur simple déclaration et s'il a été dûment habilité ou représenté.

- 3 La majorité, la minorité ainsi que les conditions d'habilitation et de représentation sont déterminées par la loi de la Partie contractante à la nationalité de laquelle l'individu entend renoncer.

Article 3

La Partie contractante à la nationalité de laquelle l'individu désire renoncer ne percevra, à cette occasion, aucun droit spécial ni taxe spéciale.

Article 4

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle à l'application des dispositions plus favorables à la réduction des cas de cumul de nationalités, contenues ou qui seraient introduites ultérieurement soit dans la législation nationale de toute Partie contractante, soit dans tout autre traité, convention ou accord entre deux ou plusieurs Parties contractantes.

Chapitre II – Des obligations militaires en cas de pluralité de nationalités

Article 5

- 1 Tout individu qui possède la nationalité de deux ou plusieurs Parties contractantes n'est tenu de remplir ses obligations militaires qu'à l'égard d'une seule de ces Parties.
- 2 Des accords spéciaux entre les Parties contractantes intéressées pourront déterminer les modalités d'application de la disposition prévue au paragraphe 1.

Article 6

A défaut d'accords spéciaux conclus ou à conclure, les dispositions suivantes sont applicables à l'individu possédant la nationalité de deux ou de plusieurs Parties contractantes :

- 1 L'individu sera soumis aux obligations militaires de la Partie sur le territoire de laquelle il réside habituellement. Néanmoins, cet individu aura la faculté, jusqu'à l'âge de 19 ans, de se soumettre aux obligations militaires dans l'une quelconque des Parties dont il possède également la nationalité sous forme d'engagement volontaire pour une durée totale et effective au moins égale à celle du service militaire actif dans l'autre Partie.
- 2 L'individu qui a sa résidence habituelle sur le territoire d'une Partie contractante dont il n'est pas le national ou d'un Etat non contractant, aura la faculté de choisir parmi les Parties contractantes dont il possède la nationalité celle dans laquelle il désire accomplir ses obligations militaires.
- 3 L'individu qui, conformément aux règles prévues aux paragraphes 1 ou 2, aura satisfait à ses obligations militaires à l'égard d'une Partie contractante, dans les conditions prévues par la législation de cette Partie, sera considéré comme ayant satisfait aux obligations militaires à l'égard de la ou des Parties dont il est également le ressortissant.
- 4 L'individu qui, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention entre les Parties contractantes dont il possède la nationalité, a satisfait dans l'une quelconque de ces Parties aux obligations militaires prévues par la législation de celle-ci, sera considéré comme ayant satisfait à ces mêmes obligations dans la ou les Parties dont il est également le ressortissant.
- 5 Lorsque l'individu a accompli ses obligations militaires d'activité dans l'une des Parties contractantes dont il possède la nationalité, en conformité du paragraphe 1, et qu'il transfère ultérieurement sa résidence habituelle sur le territoire de l'autre Partie dont il possède la nationalité, il ne pourra être soumis, s'il y a lieu, aux obligations militaires de réserve que dans cette dernière Partie.
- 6 L'application des dispositions du présent article n'affecte en rien la nationalité des individus.
- 7 En cas de mobilisation dans une des Parties contractantes, les obligations découlant des dispositions du présent article ne sont pas applicables en ce qui concerne cette Partie.

Chapitre III – De l'application de la Convention

Article 7

- 1 Chacune des Parties contractantes applique les dispositions des chapitres I^{er} et II.

Toutefois, chacune des Parties contractantes peut, au moment de la signature, ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'elle n'appliquera que les dispositions du chapitre II. Dans ce cas, les dispositions du chapitre I^{er} ne sont pas applicables à l'égard de cette Partie.

Elle pourra ultérieurement à tout moment notifier au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qu'elle applique également les dispositions du chapitre I^{er}. Cette notification prendra effet à la date de sa réception et les dispositions du chapitre I^{er} deviendront alors applicables à l'égard de cette Partie.

- 2 Chacune des Parties contractantes qui fait application des dispositions du paragraphe 1, premier alinéa, du présent article peut, au moment de la signature, ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'elle n'appliquera les dispositions du chapitre II qu'à l'égard des Parties contractantes qui appliquent les dispositions des chapitres I^{er} et II. Dans ce cas, les dispositions du chapitre II ne sont pas applicables entre la Partie qui fait une telle déclaration et une Partie qui fait application des dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 1.

Chapitre IV – Clauses finales

Article 8

- 1 Chacune des Parties contractantes peut au moment de la signature de la présente Convention ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion déclarer faire usage d'une ou de plusieurs réserves figurant à l'annexe à la présente Convention. Aucune autre réserve ne peut être admise.
- 2 Chacune des Parties contractantes peut retirer en tout ou en partie une réserve formulée par elle en vertu du paragraphe précédent au moyen d'une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.
- 3 Une Partie contractante qui, en vertu du présent article, a fait usage d'une réserve au sujet d'une disposition de la Convention, ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie. Elle peut toutefois, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Article 9

- 1 Chaque Partie contractante pourra, par une déclaration faite au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, en ce qui concerne les Etats et territoires dont elle assume la responsabilité internationale ou pour lesquels elle est habilitée à stipuler, définir le terme «ressortissants» et déterminer les «territoires» auxquels la présente Convention sera applicable.
- 2 Toute déclaration en vertu du présent article pourra être retirée, en ce qui concerne les ressortissants et territoires désignés dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 12 de la présente Convention.

Article 10

- 1 La présente Convention est ouverte à la signature des membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 2 La présente Convention entrera en vigueur un mois après la date du dépôt du deuxième instrument de ratification ou d'acceptation.
- 3 A l'égard de tout signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur un mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 11

- 1 Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra décider, à l'unanimité, d'inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à celle-ci. Tout Etat ayant reçu cette invitation pourra adhérer à la Convention en déposant son instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 2 Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur un mois après la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 12

- 1 La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.
- 2 Toute Partie contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 3 La dénonciation prendra effet une année après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 13

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et au gouvernement de tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a toute signature et le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- b toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux articles 10 et 11;
- c toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 8;
- d le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8;
- e toute déclaration et toute notification reçues en application des dispositions de l'article 7 et du paragraphe 1 de l'article 9;
- f toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 et des dispositions de l'article 12, et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 6 mai 1963, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera copie certifiée conforme à chacun des gouvernements signataires et adhérents.

ANNEXE

Chacune des Parties contractantes peut déclarer qu'elle se réserve :

- 1 de subordonner la perte de sa nationalité prévue aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1^{er} à la condition que la personne intéressée réside habituellement ou fixe sa résidence habituelle à quelque moment que ce soit en dehors de son territoire, à moins que, s'agissant d'une acquisition par manifestation expresse de volonté, la même personne soit dispensée par l'autorité compétente de la condition de résider habituellement à l'étranger;
- 2 de ne pas considérer comme une option au sens de l'article 1^{er}, la déclaration souscrite par la femme en vue d'acquérir la nationalité du mari au moment et par l'effet du mariage;
- 3 de permettre à l'un de ses ressortissants de conserver sa nationalité antérieure si la Partie contractante dont il demande d'acquérir la nationalité, aux termes de l'article 1^{er}, y consent au préalable;
- 4 de ne pas appliquer les dispositions des articles 1^{er} et 2 de la présente Convention lorsque l'épouse de l'un de ses ressortissants a acquis une nouvelle nationalité, aussi longtemps que son mari conserve la nationalité de cette Partie.

Annexe II

AVIS DU COMITE DES CONSEILLERS JURIDIQUES SUR LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC (CAHDI) CONCERNANT LA POSSIBILITE D'UNE DENONCIATION PARTIELLE A LA CONVENTION SUR LA RÉDUCTION DES CAS DE PLURALITÉ DE NATIONALITÉS ET SUR LES OBLIGATIONS MILITAIRES EN CAS DE PLURALITÉ DE NATIONALITÉS STRASBOURG, 6.V.1963

A sa 23^e réunion (Strasbourg, 3-4 mars 2002), le CAHDI a été informé que lors de la 76^e réunion (Strasbourg, 4 – 7 décembre 2001), suite à une proposition du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA), le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) a demandé l'avis du CAHDI sur la possibilité d'une dénonciation partielle à la Convention de 1963 sur la Réduction des cas de nationalités multiples et les obligations militaires dans le cas de nationalité multiple (STE 43) (ci-après *la Convention*).

Le CAHDI a été invité à donner son avis en particulier sur la question de savoir si une dénonciation partielle à la Convention (seulement à son Chapitre I) était admissible ainsi que sur la question de savoir si, dans l'hypothèse où selon l'avis du CAHDI, une dénonciation partielle était possible, le CJ-NA pourrait considérer l'avis du CAHDI comme un élément suffisant pour permettre aux Etats de procéder de cette manière.

Le CAHDI a eu un premier échange de vues sur la question lors de sa 23^e et 24^e réunions et a sa 24^e réunion (Bratislava, 9-10 septembre 2002) a approuvé le suivant

A V I S

Le CAHDI comprend les raisons qui ont conduit le CJ-NA à examiner la possibilité d'une dénonciation partielle à la Convention comme une alternative à la préparation d'un protocole portant amendement à la Convention qui serait une procédure plus complexe et plus longue.

Toutefois, le CAHDI estime que la Convention ne fournit pas un fondement juridique permettant la dénonciation partielle à la Convention. Dans un tel cas, conformément au droit des traités codifié par la Convention de Vienne sur le droit des traités (notamment l'article 44, para. 1), la dénonciation partielle n'est possible qu'avec l'accord de toutes les parties à la Convention. Le CAHDI estime qu'un tel accord constitue une condition *sine qua non* pour qu'un Etat puisse procéder à la dénonciation partielle de la Convention.

Rien dans cet avis ne sauraient pas être considérés par le CJ-NA comme constituant une base suffisante permettant aux Etats concernés la dénonciation partielle à la Convention.